

- exiger que les nouvelles recettes ne prennent pas la place de taxes ou autres charges nationales mais représentent au contraire des sources additionnelles de revenus;
- mettre l'accent sur les frais d'utilisation, prélèvements, taxes et arrangements de perception de revenus mondiaux qui seraient acceptés à l'échelle mondiale et mis en oeuvre par traité ou convention. Les propositions pourraient être mises en marche dans le système onusien puis négociées et approuvées par l'AGNU avant de faire l'objet d'un accord international qu'il resterait à entériner et à ratifier.

« Notre voisinage global » recommande aussi de ne pas confier au système onusien le pouvoir de percevoir les taxes, en raison de l'inefficacité probable d'une organisation internationale dans ce rôle.

La force de la thèse soutenue par cette Commission et favorable à des sources indépendantes de revenus n'a d'égale que celle des conclusions complètement contraires avancées par une entité encore plus éminente. Rejeté par certains dans le milieu du développement comme étant l'oeuvre « des vieux des finances internationales », le rapport du Groupe consultatif indépendant sur le financement de l'ONU présidé par Volcker et Ogata en 1993, intitulé *Financing an Effective United Nations*, s'oppose carrément à l'adoption d'une nouvelle formule de financement :

*les propositions de nouvelles sources de financement non gouvernementales ne sont ni réalisables ni souhaitables. Pour l'instant, le système des quotes-parts et des contributions volontaires constitue le moyen le plus logique et le plus judicieux de financer l'ONU puisqu'il autorise et encourage les gouvernements membres à exercer le contrôle qui se doit sur le budget de l'ONU et son programme d'action.*

Les auteurs de l'étude concluent qu'à mesure que l'ONU gagnerait en efficacité et en efficience et qu'elle s'engagerait encore plus dans le sens du développement durable, les gouvernements seraient peut-être plus enclins à se tourner vers d'autres options de financement. Quoi qu'il en soit, il est possible de satisfaire aux besoins futurs de l'Organisation sans recourir à de nouvelles initiatives inévitablement controversées.

Un des arguments majeurs avancés par Volcker-Ogata est la nécessité de conclure des arrangements rigoureux pour répartir les revenus mondiaux et de rendre des comptes sur leur distribution et leur utilisation. Jusqu'à présent, l'ONU n'a pas fait ses preuves à cet égard. Le Mouvement canadien pour une fédération mondiale